



Note de recherche – 6 avril 2015

### Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : quelle coalition ?

Olivier Danino

*Olivier Danino est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS).*

\*\*\*\*\*

Le Président israélien s'est prononcé en faveur d'un gouvernement d'union nationale. Il souhaite réunir une vaste coalition afin de répondre aux attentes de la population et surtout éviter une dégradation de l'image d'Israël à l'international. Le premier choix de Netanyahu porte lui, pour des raisons de cohérence politique, sur une coalition de droite au sein de laquelle il aura une meilleure marge de manœuvre pour appliquer son programme.

De toute manière, ni Herzog ni Livni ni Lapid n'ont recommandé Netanyahu lors de leurs entretiens avec Rivlin. Yesh Atid s'est d'ailleurs abstenu de toute recommandation, tout comme la Liste arabe unifiée. Ces deux mouvements seront donc dans l'opposition sauf si Lapid change d'avis en cas d'alliance entre le Likoud et l'Union sioniste. Mais ce scénario semble très peu probable vu qu'Herzog a clairement refusé de gouverner avec Netanyahu. Il n'est toutefois pas à mettre complètement de côté vu que certains membres de l'Union sioniste poussent à un gouvernement d'union nationale avec le Likoud. Toute la question est de

savoir si Netanyahu et Herzog peuvent et veulent vraiment gouverner ensemble ?

Pour le moment, le premier choix de Netanyahu est de former un gouvernement de droite. Le nombre de sièges de cette nouvelle coalition sera donc, avec toute vraisemblance, de 67. Le minimum étant de 61 étant donné que la Knesset est composée de 120 sièges au total. Cela veut donc dire que tous les partenaires du Likoud sont importants. Seuls Israël Beïtenou et Judaïsme unifié n'ont pas le même poids. Si l'un des deux se retire, la coalition tombera en effet à 61 sièges. Par contre, si les autres groupes refusent d'en faire partie ou s'ils décident de se retirer d'ici quelques mois, ils provoqueront la chute de cette coalition de droite. Cela leur donne un pouvoir non négligeable. Si la nouvelle coalition sera plus homogène politiquement, il n'en reste donc pas moins qu'elle sera pour Netanyahu tout aussi difficile à gérer que la précédente vu que non seulement l'agenda et les objectifs de chacun ne se recourent pas forcément mais qu'en plus chaque parti a la capacité d'affaiblir

ou de faire chuter le gouvernement en cas de départ.

Les dirigeants des partis politiques potentiellement alliés au Likoud le savent et c'est pourquoi les négociations s'annoncent rudes et difficiles. Chacun jouant sur cet état de fait pour faire entendre ses revendications. Bennett et Lieberman ont déjà annoncé qu'ils envisageaient d'être dans l'opposition si leur ligne politique n'était pas clairement adoptée sur plusieurs points et s'ils n'obtenaient pas un ministère de premier plan. Les deux hommes souhaitent le poste de la Défense. Bennett s'est même dit prêt en cas d'insatisfaction à retourner chez le président Rivlin pour retirer son soutien à Netanyahu. Koulanou est pour sa part en concurrence directe avec les partis religieux pour obtenir des postes dans les domaines financiers et socio-économiques. Kahlon a d'ailleurs annulé un rendez-vous avec le Likoud suite à des révélations dans la presse portant sur la teneur des négociations entre ce parti et les ultra-orthodoxes.

Benjamin Netanyahu devra donc gérer les appétits de chacun tout en

tenant compte des demandes de son propre camp. En effet, pour certains membres du Likoud il est hors de question que des partis ayant obtenus très peu de sièges, comme celui de Bennett ou celui de Lieberman, n'obtiennent des ministères de premier plan comme la Défense ou le ministère des Affaires étrangères. Ceux-ci devraient être réservés, selon eux, au Likoud au regard de ses 30 sièges.

Le futur Premier ministre devra aussi composer avec ses alliés qui ne sont pas tous ravis de voir arriver au pouvoir un gouvernement ancré à droite. Le premier et le plus important étant les Etats-Unis. L'administration Obama a saisi l'occasion donnée par les faux pas de Netanyahu lors de sa fin de campagne pour exercer une très forte pression sur Israël. C'est en fait une réponse aux manœuvres politiques de Netanyahu pour influencer les négociations internationales sur le nucléaire iranien et en particulier la position américaine sur ce dossier. Netanyahu cherche effectivement à faire entendre sa voix en influençant le Congrès des Etats-Unis alors que le président Obama souhaite influencer sur la composition de la future coalition en attaquant Israël sur le dossier palestinien.

Les relations israélo-américaines sont par conséquent tendues. Les Etats-Unis ne changeront sûrement pas leur collaboration stratégique avec Israël, surtout en matière de renseignement, mais une coalition de droite au sein de laquelle les positions de tous les partis se rejoignent sur le dossier palestinien et sur la construction de blocs de peuplement au-delà de la

ligne verte impactera inévitablement les relations politiques et diplomatiques entre les deux pays.

Si l'administration Obama décide de ne plus user de son droit de veto au Conseil de Sécurité, pour éviter des résolutions contraignantes contre Israël en matière de processus de paix, ou même de soutenir certains projets de résolutions palestiniens sur la colonisation, l'intransigeance probable de la coalition de droite ne fera qu'envenimer les relations israélo-américaines et aggraver les tensions avec les Palestiniens sur le terrain. Le processus de paix, lui, restera encore inerte plusieurs années, jusqu'à ce qu'un changement de pouvoir intervienne en Israël ou aux Etats-Unis. Les élections américaines doivent se dérouler en novembre 2016 et rien ne dit que la coalition israélienne arrivera aux termes de son mandat. Tout reste donc encore ouvert dans le moyen terme.

L'avenir du processus de paix ne dépend pas que d'Israël. Les deux principaux mouvements palestiniens, le Fatah et le Hamas, doivent se réconcilier, adopter un discours clairs face à Israël et à se mettre d'accord sur la solution qu'ils veulent apporter au conflit israélo-palestinien. La position du Hamas est effectivement peu claire. Si certains membres disent accepter l'idée d'un Etat palestinien sur les lignes de 1967, ils ne précisent pas s'il s'agit là d'une solution temporaire avant la reconquête de la totalité de la Palestine du mandat britannique. Surtout, ils expliquent qu'un tel choix ne les conduira pas pour autant à reconnaître l'existence d'Israël.

Lors de la visite de Tony Blair dans la bande de Gaza, le 15 février 2015, le Hamas a déclaré qu'il rejetait toutes les propositions du Quartet concernant le processus de paix car elles "mettaient en danger la cause palestinienne".

Le blocage des discussions entre l'OLP et Israël est ailleurs. Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu n'arrivent pas à se faire confiance. Leur incapacité à discuter ensemble, ou même juste à se mettre d'accord sur les termes d'une négociation, découle effectivement d'une méfiance réciproque. C'est clairement cela qui mine le processus de paix israélo-palestinien depuis si longtemps. Toute initiative crédible pour pousser les deux camps à revenir à la table de négociation ne peut faire l'économie de cet élément. Les médiateurs américains et européens doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre de rétablir cette confiance qui est primordiale pour que les dirigeants israéliens et palestiniens aient le courage de faire les sacrifices que supposent un accord de paix viable et durable.

\*\*\*\*\*

Olivier Danino, « Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : quelle coalition ? », *note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, 6 avril 2015. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article280>>

*Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

*Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.*

[www.strato-analyse.org/fr](http://www.strato-analyse.org/fr)

